

Lundi 10 Avril 1848.

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

ABONNEMENTS

Paris, 10 fr. 50 fr.



# LE SOIR

Bulletin de la Journée. — Édition complètement inédite.

4<sup>e</sup> Année. — N° 1.

ORDRE. — PROPRIÉTÉ. — FAMILLE.

BUREAU : RUE BERGÈRE, 8.

Les Abonnements partent des 1<sup>er</sup> et 16 du mois.  
On ne reçoit que les lettres affranchies.

**SOMMAIRE.** — Nouvelles de la Bourse d'aujourd'hui. — Grand projet financier. — Cours des rentes et actions. — Des élections de la garde nationale. — Nouvel uniforme de la garde nationale; rétablissement du sabre. — Liste des candidats à l'Assemblée nationale pour les départements. — M. Odilon-Barrot, le père de la République. — Intrigues pour la royauté de l'ex-prince de Joinville. — Explications demandées au Gouvernement français par la Suisse. — Actes officiels : réduction des appointements. — Nouvelles de l'étranger : préparation de guerre; 300,000 hommes à Varsovie. — Nouvelle proclamation de la Russie. — Entrée des troupes prussiennes en Danemarck. — Émeutes d'étudiants. — Lettre de M. Lamartine. — Révelations, nouveaux scandales. — La Banque de France entre les mains de peuple. — Fête nationale. — L'état dans sa prison. — Arrivée de troupes à Paris. — Nouvelles du choléra, etc., etc.

## BOURSE D'AUJOURD'HUI.

Il n'était question à la Bourse aujourd'hui que du vaste projet financier dont on parle depuis avant-hier, et de la suppression probable des banques locales des départements. Ce nouveau plan était assez bien accueilli des porteurs de rente; car si les concessions des chemins de fer étaient rachetées au moyen de nouvelles émissions de billets, on ne se trouverait pas dans la nécessité d'augmenter le chiffre de la dette inscrite et de peser davantage sur les cours de la Bourse.

La Banque de France a continué à être offerte pendant toute la Bourse, et elle a fléchi de 40 fr., tandis que le 5 0/0 a monté de 4 à 5 fr., et le 3 0/0 de 3 à 4 fr. Il semble cependant que si l'on remboursait les actions de la Banque au cours de 4,200 fr., qui est regardé comme leur prix nominal, les porteurs actuels retireraient encore un bénéfice raisonnable, puisque les actions sont tombées à 950.

Les actions des chemins de fer étaient généralement assez recherchées, et elles ont éprouvé un peu de hausse. Il serait en effet fort avantageux pour les porteurs d'être expropriés en billets de banque avec lesquels ils pourraient acheter du 5 0/0 au-dessus du pair, au lieu de recevoir comme remboursement du 5 0/0 au pair, tandis qu'ils ne pourraient le revendre qu'avec une perte plus ou moins considérable.

Tout le monde s'accordait à réclamer que le Gouvernement se hâtât de prendre une mesure définitive au sujet des chemins, car l'incertitude qui existe depuis quinze jours sur ces projets arrête le retour de la confiance, qui ne demande qu'à renaitre.

La rente 3 0/0, qui avait fermé samedi à 27 50, a ouvert à 29 et a monté à 42 25; elle reste à 41 50. La rente 5 0/0, fermée samedi à 54, a fait 58 et 59, et elle reste à 58 25. Les bons du Trésor étaient à 43 0/0. Les actions de la Banque de France ont fléchi de 990 à 950, et elles restent à 960. Les Obligations de la Ville ont fléchi de 4000 à 367. La Vieille-Montagne était sans changement à 2000.

Les actions du Nord ont monté de 310 à 317 50 et restent à 345 25; Orléans, de 420 à 430; Rouen, de 295 à 300; le Havre a fait 460; Marseille, 482 50; Lyon, 300 et 305; Bordeaux, 382 50 et 390; Nantes, 332 50 et 335; Versailles (r. gauche), de 90 à 87 50; la droite a fait 90.

L'emprunt belge de 1840 a monté à 58 et reste à 56, en hausse de 2 1/2 0/0. Sur la dernière cote, l'emprunt de 1842 a monté à 57 1/2; l'emprunt romain, de 72 à 50, après avoir fait 54.

## QUELQUES MOTS.

Peu de discussion, mais des faits, telle sera notre publication du soir. Quelques mots doivent donc suffire pour faire connaître la ligne politique que nous entendons suivre.

Cette ligne est celle que commande l'intérêt du pays.

Nous repoussons de toute la force de notre bon sens, de toute l'énergie de notre libéralisme, la distinction des *républicains du jour*, des *républicains de la veille*, des *républicains du lendemain*. La république n'est qu'une forme de la liberté, et cette liberté est depuis soixante ans l'aspiration de la France. L'empire et deux monarchies fallacieuses l'ont comprimée; plus sincère et plus noble, la république lui donnera l'essor. Qui ne rêvait avant le 24 février cette liberté franche et pure?

Sans doute, par les souvenirs qu'il réveillait, ce mot de république effrayait. Mais deux mesures excellentes : — le manifeste aux puissances étrangères, déniait toute intention de propagande armée, et l'abolition de la peine de mort en matière politique, — ont dissipé l'effroi. Et la république à peine fondée s'est trouvée tout aussi forte que l'étaient aux jours de leur splendeur les monarchies tombées.

La république ne peut pas périr!

Les monarchies se sont perdues par l'excès des principes monarchiques; la république saura se garder de l'excès des principes républicains.

Ordre et modération, telle sera sa devise. Elle respectera la propriété, elle protégera la famille. Nous la défendrons dans cette limite.

Nous demanderons la liberté sans licence, l'égalité sans chimère, la fraternité sans mensonge.

Créé plus tôt, notre journal n'eût point accueilli sans blâme : — la circulaire du ministre provisoire au département de l'intérieur sur les élections, contraire à la liberté; — la circulaire du ministre provisoire au département de l'instruction publique sur le même sujet, contraire à l'égalité; — deux ordres du jour du commandant supérieur de la garde nationale de la Seine, établissant une distinction entre la garde nationale et le peuple, et contrairement à la fraternité. — Enfin, nous n'eussions point admis non plus sans critique le décret sur les caisses d'épargne, violation déplorable de la foi du dépôt.

Ce que nous aurions fait dit nettement ce que nous ferons.

Notre indépendance fera notre force.

Journal du soir, nous nous attachons aux nouvelles. Nous savons toute l'importance qu'elles ont aujourd'hui. Nouvelles de bourse, faits de la journée, actes officiels, nouvelles des départements, nouvelles de l'étranger, nous ne négligerons rien. Nos renseignements, favorisés par une correspondance étendue, auront toujours la précision et l'exactitude que demande le lecteur.

Nous bornons, quant à présent, notre publication à une demi-feuille. Cette demi-feuille suffit à toutes les nouvelles. On remarquera qu'en effet les autres journaux du soir se remplissent à l'aide de feuilletons (qu'on ne lit pas le soir) ou d'articles sans actualité, sans intérêt. Intérêt et actualité seront le caractère de notre journal.

Au surplus, nous publierons des suppléments toutes les fois que l'importance des documents et des faits l'exigera. Nous pour-

rons, pendant la session de l'Assemblée nationale, doubler notre format.

Les plus grands soins présideront à notre travail, que nous voulons rendre le plus complet, et par cela le plus utile possible.

## DES ÉLECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

Les élections de la garde nationale n'ont été terminées qu'aujourd'hui.

On a remarqué avec surprise et avec regret l'absence presque générale des ouvriers. La suspension de leurs travaux, ordonnée sans nuire à leurs salaires, n'a pas excité leur zèle. D'où vient cette apathie? La population laborieuse dédaigne-t-elle déjà ses droits? Proteste-t-elle contre le suffrage universel?

En général, les élections des officiers ont été faites par coté-rie. Les sentiments plus ou moins républicains des candidats ont été peu pesés dans la balance. Mais nous aimons à dire que dans presque toutes les compagnies la moralité des hommes a été sévèrement scrutée. Les choix se sont principalement portés sur les chefs d'atelier ou d'établissement commercial; connus dans leur quartier, ils étaient nommés par leurs amis. C'est une affaire de famille.

Le nombre des votants, comparé au nombre des inscrits, a été vraiment faible. Aussi les maires ont-elles pris une mesure qui a modifié les instructions premières. Le chiffre des officiers et sous-officiers à élire avait été fixé en raison du nombre des gardes nationaux inscrits par compagnie. Le tiers ou le quart de peine se présentant pour voter, les maires ont réduit le cadre des officiers et sous-officiers. Ainsi, dans une compagnie de 700 hommes, qui devait avoir, d'après les instructions, 6 lieutenants, 6 sous-lieutenants, 24 sergents, 48 caporaux, on n'a plus demandé que 4 lieutenants, 4 sous-lieutenants, 16 sergents, 32 caporaux. Voici le calcul qu'on a établi : votants pour cette compagnie, 220; un tiers en sus, 73 — total, 293. — Et ce total a été réputé l'effectif.

Tout cela est de l'arbitraire.

L'arbitraire a été poussé plus loin pour quelques votes. Dans la première légion, par exemple, un scrutin de ballottage pour un chef de bataillon en second a eu lieu sans avis, sans annonce, et par un nombre si minime de voix, qu'on voulait protester. Mais le chef nommé est un ami du *National*, et la protestation n'a pas été faite, dans la crainte qu'une sottise malveillante politique ne la signalât comme un acte de parti : ce qui eût été fort loin de l'intention et de la pensée des protestants.

Espérons que des mesures plus rigoureuses seront prises et seront religieusement suivies pour les élections des représentants du peuple. C'est à cette condition seule que la représentation nationale sera véritable.

## NOUVEL UNIFORME DE LA GARDE NATIONALE. — RÉTABLISSEMENT DU SABRE.

Beaucoup de gardes nationaux de Paris se sont émus de la suppression du sabre, ordonnée par un arrêté récent. Des réclamations ont été faites, et le Gouvernement vient d'y faire droit.

Un nouvel arrêté, daté d'hier 9 avril, détermine l'habillement, la coiffure, l'équipement et l'armement des corps d'infanterie de la garde nationale de la République.

La tunique est en drap bleu, boutonnant droit sur la poitrine au moyen de neuf gros boutons de métal blanc à file, bombés, portant un coq dans la patte droite reposant sur une sphère, et autour la légende : *République française*. Les brides d'épaulettes sont à fond rouge sur doublures en drap bleu, et les épaulettes à corps et franges en laine écarlate, doublées de bleu.

Le pantalon d'hiver est en drap bleu, passe-poil écarlate, et le pantalon d'été en étoffe dite buffine, chaîne et trame en coton blanc parfait.

La coiffure est le shako, avec plaque à métal blanc, représentant un coq aux ailes déployées, la tête tournée à droite, la patte gauche posée sur une sphère où doit être découpé, selon le cas, le numéro de la légion ou du bataillon, la patte droite sur les faisceaux de la République. De chaque côté de la sphère, un drapeau national sur lequel sont inscrits les mots : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Au point inférieur de la sphère, l'emblème de la bonne foi, représenté par deux mains qui s'étreignent. Enfin, une banderole partant de dessous les faisceaux et dont les extrémités, relevées de chaque côté, portent en légende : *République française*. Cocardes en métal, présentant les couleurs nationales disposées comme suit : le centre *bleu*; la zone intermédiaire *blanche*; la zone extérieure *rouge écarlate*.

L'équipement est le ceinturon en buffe blanc, de 60 millimètres de hauteur; plaque blanche avec grenade; verrou et agrafe; contre-sangon de 110 millimètres de long. Porte-sabre et portebaiounette : fourreau de baiounette; giberne avec patelette en cuir verni ou ciré; boucle étamée, sans rouleau; grenade en métal blanc sur la patelette, sans aucune doublure. Fusil d'infanterie avec bretelle de buffe blanche, large de 35 millimètres, longue de 900 millimètres, piquée. Sabre-briquet sans dragonne. Épinglette blanche, de 190 millimètres de longueur, attachée au troisième bouton de la tunique.

Le même arrêté détermine ensuite les signes distinctifs des grades de caporaux, sergents-fourriers, sergents et sergents-majors, ainsi que l'uniforme des officiers. Nous n'y voyons rien de changé. Les chefs de bataillon, lieutenants-colonels et colonels porteront, pour chaussures, des bottes avec éperons en argent.

Le col noir à liseré blanc et les gants de coton blanc sont d'ordonnance pour les gardes nationaux, sous-officiers et officiers de tous grades.

L'arrêté ajoute que les gardes nationales des communes rurales pourront être autorisées, par arrêté des commissaires du Gouvernement dans les départements, à adopter la tunique-blouse de chanvre ou de lin bleu, bordée d'un galon mi-parti

blanc, mi-parti écarlate, de vingt millimètres de largeur pour chaque couleur, ainsi que le képi.

Les objets d'habillement, d'équipement et d'armement maintenant en service dans les gardes nationales qui ne seraient point conformes aux dispositions de l'arrêté, pourront être tolérés jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1849.

Si, à cette époque, un nouveau délai paraît nécessaire, il pourra être accordé par arrêtés des commissaires du Gouvernement, sauf approbation du ministre de l'intérieur.

Le *National* commence ce matin la publication des listes des candidats à l'Assemblée nationale pour les départements, dressées par le comité central de Paris. Le *National* promet de continuer demain cette publication.

Les seuls anciens députés (ayant appartenu à diverses législatures) proposés jusqu'aujourd'hui sont ceux-ci :

MM. Lherbette (Aisne), Courtais, Thouret (Allier), Anglade (Ariège), le général Tarayre (Aveyron), Aumont-Thiéville (Calvados), Laboissière, Ernest Girardin (Charente), Bethmont, Baroche (Charente-Inférieure), Auguste Portalis (Charente-Inférieure et Seine-et-Marne), Audry de Puyraveau (Charente-Inférieure et Seine-et-Oise), Clais-Bizoin, Legorrec (Côtes-du-Nord), Dupont (de l'Eure), Garnier-Pagès, Legendre (Eure), Joly (Haute-Garonne), Lamartine (Gironde, Nord et Saône-et-Loire), Charamaule (Hérault), Bineau (Maine-et-Loire), Havin (Manche), Deludre (Meurthe), Ledru-Rollin (Nord et Sarthe), Ballot, Gigon Laberterie (Orne), F. Arago (Pyrénées-Orientales), Ferdinand Grammont, Dufourmel (Haute-Saône), général Thiard, Mathieu (Saône-et-Loire), général Lamoricière (Sarthe), Georges Lafayette, Oscar Lafayette (Seine-et-Marne), Foye (Seine-et-Oise), Méchain (Deux-Sèvres), Luneau (Vendée), Marie, Cormeille, Larabit (Yonne).

Nous remarquons parmi les autres candidats proposés un grand nombre d'hommes de lettres et de journalistes. Les rédacteurs du *National* abondent; voici leurs noms : Bastide (Seine-et-Marne et Saône-et-Loire), Duras (Corrèze), Dornès (Moselle), Duclerc (Eure et Marne), Gustave Héquet (Marne), Cassou (Basses-Pyrénées), Forgues (Hautes-Pyrénées), Casimir Henry (Var), Génin (Vosges). Il y a de plus M. Charles Thomas, directeur du *National*, qui se porte dans l'Aisne, la Gironde et Seine-et-Oise. M. Armand Marrast est proposé aux départements de la Haute-Garonne, des Basses-Pyrénées et des Hautes-Pyrénées.

Voici maintenant les noms les plus connus : Louis Blanc (Corse), Recurt (Haute-Garonne et Hautes-Pyrénées), Edgard Quinet (Ain), Bergeron, Henri-Martin (Aisne), Armand Barbès (Aude), Félix Pyat (Cher), E. Cavaignac (Lot et Algérie), David, sculpteur (Maine-et-Loire), Guinard (Nord), Ferdinand Flocon (Nord et Saône-et-Loire), Altaroche (Puy-de-Dôme), Étienne Arago (Pyrénées-Orientales), Dupoty (Sarthe et Seine-et-Oise), Thoré (Sarthe et Deux-Sèvres), Jules Fayre (Seine-et-Marne), Mallefille, Pagnerre (Seine-et-Oise).

Quelques-uns des noms que nous venons de citer sont déjà portés sur la liste des candidats désignés par le même comité central pour le département de la Seine.

Quant aux ouvriers que le comité indique aux suffrages des électeurs de la province, ils sont au nombre de vingt-sept seulement. Ce sont des ouvriers : — tailleur de pierre, menuisier, serrurier, mécanicien, fondeur, typographe, potier, tisseur, maçon, corroyeur, sculpteur, bijoutier, cordonnier, ébéniste. Ils ne sont proposés que dans vingt départements.

Aucun nom de prêtre n'est sur la liste.

On nous écrit du département de l'Aisne :

« La candidature de M. Odilon Barrot et des autres membres de l'ancienne députation de l'Aisne (M. Lherbette excepté) est vivement combattue par les commissaires révolutionnaires de M. Ledru-Rollin.

» M. Odilon Barrot se trouve, du reste, dans une position difficile. Il est véritablement pris dans un étau. Les électeurs qui acceptent la république, mais qui en souffrent, reprochent à M. Odilon Barrot de l'avoir amenée par son agitation de l'année dernière. Ils l'appellent le *père de la République*, et paraissent peu disposés en sa faveur. — Les ultra-républicains le repoussent pour ses opinions modérées.

» Aussi les parisiens sont-ils ouverts sur son élection.

» Cependant on croit généralement que lui et ses amis seront nommés.

» La masse des ouvriers de Saint-Quentin influera beaucoup sur le vote. On prépare activement leur esprit.

» Les campagnes sont toujours indolentes. L'impôt seul les réveille. Le Gouvernement provisoire a bien fait d'apporter un adoucissement au décret bursal des 45 centimes. Tous nos villageois possèdent, et tous, sans cette mesure, eussent voté contre ses candidats comme un seul homme. L'impôt est, pour nos campagnes, le signe des bons ou des mauvais gouvernements. République ou monarchie, le petit cultivateur accepte tout, pourvu qu'on ne vienne pas accroître le fardeau de sa dette.

» Alléger ce fardeau, qu'on avait alourdi, est maintenant au pouvoir des commissaires provinciaux. N'est-ce pas une porte ouverte à bien des abus? Qui justifiera de l'impossibilité de payer? A qui fera-t-on la remise? M. Ledru-Rollin nous dit aujourd'hui que la corruption dégrade et ruine le pouvoir. Puisse le pouvoir de ses commissaires n'être ni dégradé ni ruiné!

Nous nous permettons de douter de l'exactitude des nouvelles que donne aujourd'hui un journal de Paris, d'après des lettres qu'il aurait reçues de Londres. Selon ces lettres, des intrigues existeraient en Angleterre pour replacer sur le trône de France un membre de la famille de Louis-Philippe. Ce membre serait le prince de Joinville, dont la popularité pourrait faire le succès.

Si ce fait est vrai, il prouve tout simplement qu'on ignore complètement en Angleterre l'esprit actuel de la France. Nous le traitons de démente au premier chef, et n'y attachons aucune importance.



Les expulsions des ouvriers étrangers qui habitaient la France ont produit partout le plus mauvais effet. C'est étrangement méconnaître le plus beau symbole de la république nouvelle, la fraternité des peuples. Nous lisons encore aujourd'hui dans la *Revue de Genève* :

« Des ouvriers suisses expulsés de Lyon viennent de traverser notre canton pour retourner chacun dans leur pays; la plupart sont indignés de la manière dont on les a traités : ce n'étaient point des hommes privés d'ouvrage et sans ressources; la plupart, au contraire, étaient occupés; dans cette circonstance, les traités entre la France et la Suisse ont été ouvertement violés. Nous savons bien qu'il ne faut point en rendre responsable le Gouvernement provisoire de la République française; aussi le gouvernement de Genève s'est adressé en toute confiance à l'ambassadeur français en Suisse pour avoir redressement du tort causé à ses ressortissants. Parmi les ouvriers expulsés déjà de retour, on compte une quinzaine de Genevois. »

#### ACTES OFFICIELS.

Le Gouvernement provisoire vient de réduire le tarif relatif aux émoluments des greffiers et des huissiers audienciers près le tribunal de commerce.

— Le citoyen ministre de l'intérieur vient d'adresser aux commissaires des départements de nouvelles instructions sur les opérations des assemblées électorales. Ces instructions sont simplement réglementaires.

— Il vient d'être nommé quatre inspecteurs attachés à la direction des musées royaux. Ces inspecteurs prendront rang immédiatement après les conservateurs spéciaux des collections de Paris, et se transporteront sur tous les points où l'administration des musées nationaux jugera utile de les envoyer. Ils recevront avant leur départ les instructions et documents nécessaires pour faciliter leur mission. D'après les rapports qu'ils adresseront à la direction, ils devront procéder à la réintégration immédiate des objets appartenant au musée central, ou constater simplement l'existence et l'état de conservation de ces objets, et en dresser état. Ils devront, en toutes mesures prises par eux, en référer à la direction des musées nationaux. Leurs appointements, à partir du 1<sup>er</sup> avril, seront fixés à la somme de 4,000 fr. Il leur sera alloué 2,000 francs pour frais de voyage.

— Par arrêté en date du 8 avril 1848, l'état-major du ministre de la guerre a été composé ainsi qu'il suit : Les citoyens Constantin, chef d'escadron d'état-major, 1<sup>er</sup> aide-de-camp ; Camo, capitaine d'état-major de 1<sup>re</sup> classe, aide-de-camp ; E. Delmas, capitaine d'état-major de 2<sup>e</sup> classe, aide-de-camp ; Lesueur, capitaine d'artillerie, officier d'ordonnance ; Bertrand (Henri), capitaine d'artillerie, officier d'ordonnance.

Le citoyen Petitot, directeur de la comptabilité générale au ministère de la guerre, réunira à ses fonctions actuelles celle de chef du cabinet du ministre.

Le citoyen Joinville, capitaine d'état-major, est nommé chef du cabinet du sous-secrétaire d'Etat.

— En vertu du décret du 7 mars, constitutif des comptoirs nationaux d'escompte, le ministre des finances a déjà autorisé l'établissement des comptoirs dont les noms suivent, et dont les opérations sont en pleine activité :

Reims, Nancy, Beauvais, Poitiers, Havre, Sainte-Marie-aux-Mines, Niort, Lille, Colmar, Charleville, Saint-Lô, Angers, Châlons-sur-Saône, Elbeuf, Orléans, Rethel, Lyon.

— Par décision du 2 avril, le ministre de la marine et des colonies a nommé, sous la présidence du sous-secrétaire d'Etat de ce département, une commission composée des chefs de service de l'administration centrale et du vice-président du conseil d'amirauté, pour préparer le budget rectifié de 1848, et proposer les réductions, ainsi que les réformes à faire. — Sur la proposition de cette commission, M. Arago vient de rendre plusieurs arrêtés relatifs à l'administration centrale. Le traitement des directeurs a été réduit de 20,000 à 12,000 fr. Les sous-directeurs ont été supprimés. Le nombre des bureaux du secrétariat a été ramené de quatre à deux.

Ces diverses mesures, indépendantes de celles qui résulteront d'un examen plus approfondi de l'organisation actuelle, ont déjà produit une économie de plus de 86,000 fr., portant uniquement sur les bureaux. Cette première réduction va se trouver considérablement augmentée par l'application du décret du 4 avril, relatif aux retenues proportionnelles sur les traitements au-dessus de 2,000 fr.

#### NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Nous recevons des avis de Constantinople jusqu'au 25 mars.

On est toujours très-préoccupé, dans cette capitale, des événements graves survenus dans toute l'Europe.

L'ambassadeur britannique, lord Cowley, a de fréquentes conférences avec le grand-vizir.

Plusieurs cas de choléra, mais sans gravité, se sont déclarés à Péra.

A Athènes, un nouveau ministère a été inauguré le 20 mars, sous les auspices et sous la dépendance de M. Condourioti.

La nouvelle de la reconstitution du royaume de Pologne par l'empereur Nicolas est apocryphe, et n'a été répandue que pour masquer les véritables desseins de la Russie, fermement décidée à s'opposer par la force des armes à toute tentative de la part des Polonais.

Le prince Paskewitch a dit, le 26 mars, à Varsovie, qu'avant dix jours l'Europe verrait 300,000 hommes dans cette capitale ou aux environs.

Le *Journal de Saint-Petersbourg* du 31 mars contient une amplification du dernier manifeste de l'empereur. C'est à tort qu'on en a tiré des conséquences fâcheuses; il ne se trouve rien d'inquietant pour l'interruption de la paix. La France, la Hongrie, la Prusse et toute l'Allemagne montrent de la sympathie pour la cause polonaise, partout retentissent des clameurs contre la Russie, et les autorités dans tous ces pays n'y restent pas étrangères. On fait un crime aux anciens cabinets de France, d'Autriche, de la Prusse et des petits états d'Allemagne d'avoir entretenu des bons rapports avec la cour de Saint-Petersbourg. On a commencé partout par rejeter l'alliance russe, avant de savoir si la Russie avait des intentions hostiles contre le nouvel ordre de choses. On a commencé par la menacer et cela d'un commun accord.

L'histoire de 1812 mérite d'être rappelée en ce moment. Est-ce la Russie qui a commencé l'invasion? L'alliance offerte aux peuples allemands a-t-elle été à leur préjudice? Le cabinet de Saint-Petersbourg ne veut intervenir ni en France, ni en Allemagne; il veut la paix. Mais, d'un autre côté, la Russie ne se laissera pas enlever sa précieuse stabilité. Elle ne souffrira chez elle aucune propagande, sous quelque forme qu'elle se présente; elle veut que les limites de son empire restent intactes. Elle ne préjuge d'ailleurs rien sur la part qu'elle prendra à une guerre qui éclaterait d'Etat à Etat, de peuple à peuple; elle ne prendra conseil que de ses intérêts. Cependant elle ne perdra pas de vue les li-

mites et l'état de possession qu'elle a garantis. L'équilibre politique et territorial ne saurait être modifié à son préjudice : jusque là elle restera neutre; elle n'attaquera que lorsqu'elle sera attaquée; elle respectera l'indépendance et l'intégrité de ses voisins, si ses voisins respectent son intégrité et son indépendance.

Le même journal de Saint-Petersbourg prétend que le mot *jasyzy* qui se trouve dans la dernière proclamation de l'empereur, a été mal traduit. Ce mot veut dire *peuples* et non *païens*.

La réaction fait des progrès en Prusse, surtout dans les anciennes provinces du royaume. A Stettin, dans la Poméranie, des étudiants venus de Berlin, qui se promenaient armés dans les rues, ont été insultés et maltraités.

Le roi Frédéric-Guillaume IV a fait entrer depuis peu plusieurs régiments à Berlin, et il a réuni un corps d'armée à peu de distance de cette capitale; on attribue donc, à tort ou à raison, à ce prince un projet de contre-révolution.

Les avis de Vienne sont du 6 avril. Ils offrent peu d'intérêt. Le bruit d'une nouvelle révolution dans cette capitale, propagé par une correspondance de Trieste n'était pas fondé.

Une lettre de Rendsbourg du 5 avril annonce que les troupes prussiennes sont entrées dans cette ville aux grandes acclamations de la multitude.

Les Danois se sont déjà retirés de Appenrade.

Les journaux et correspondances de Sardaigne et de la Lombardie nous manquent ce matin; nous ne recevons que des avis de Rome en date du 27 mars, et de Trieste 2 avril.

A Rome, rien de saillant, toujours même enthousiasme pour Pie IX et pour la cause de l'émancipation italienne.

A Trieste, on a été prévenu officiellement que le gouvernement provisoire de Venise interdisait toute communication régulière entre ces deux villes maritimes.

Les journaux de Madrid du 4 nous apportent quelques détails sur l'émigration d'étudiants qui a eu lieu la veille.

Il paraît que cette émigration a suivi et non précédé la fermeture des cours de l'école de droit et de l'école de médecine.

En se rendant aux cours dans la matinée du 3, les élèves ont trouvé aux portes de l'Université, de nombreux agents de police qui les ont repoussés brutalement, sans qu'aucun avis préalable eût été affiché pour annoncer la suspension des leçons des professeurs.

Il en est résulté du tumulte, et l'arrestation de plusieurs étudiants. Deux rédacteurs du journal *El Giso* ont également été arrêtés, puis mis au secret.

Les journaux de Londres manquent aujourd'hui.

#### NOUVELLES DE LA JOURNÉE.

M. le général Thiard, envoyé de la République française près la Confédération suisse, est arrivé à Berne jeudi soir. M. le général Thiard rétablira facilement entre la France et la Suisse, dit un journal de Berne, des relations amicales qui n'avaient été que momentanément interrompues.

Un article qui a paru dans un journal implique l'honneur du citoyen Saint-Brice, sous-intendant de l'hôtel des Invalides. On sait qu'une commission d'enquête a été nommée pour remonter à la source des abus contre lesquels des plaintes se sont élevées. Comme on le pense bien, cette commission est tout à fait étrangère à cette publication, et elle a droit de s'étonner que des citoyens aient osé accuser, en présence d'une enquête dont les résultats sont loin d'être connus, l'honneur et la probité d'un fonctionnaire de l'hôtel des Invalides. Ces attaques injustifiables ne changeront pas la direction des recherches auxquelles la commission se livre depuis quinze jours avec un zèle infatigable. Du reste, ce n'est pas seulement sur les registres et papiers de M. Saint-Brice qu'elle a mis les scellés; ils ont été posés aussi sur tous ceux des fournisseurs et comptables de l'établissement. (*Moniteur.*)

— Le maire de Paris a délégué le citoyen Pailard, directeur de l'hôpital Saint-Antoine, pour veiller à l'inscription sur les listes électorales de tous les citoyens qui se trouvent dans les hospices et hôpitaux du département de la Seine.

— M. de Lamartine vient d'adresser aux membres du comité électoral de Wormhout (Nord) la lettre suivante :

« Messieurs, j'accepte avec reconnaissance l'honneur que vous me proposez. Je n'oublierai jamais que je dois à votre bienveillance le premier titre de ma vie publique. Si vous inscrivez mon nom sur la liste de vos élus, j'y verrai la preuve que vous m'avez trouvé digne de votre glorieuse adoption, et que vous reconnaissez en moi un concitoyen d'idées et un soldat dévoué de la république. »

Signé : LAMARTINE.

— M. Belmontet, homme de lettres, se présente aux électeurs de Tarn-et-Garonne comme candidat pour la représentation nationale.

— Le 61<sup>e</sup> régiment de ligne est arrivé aujourd'hui à Paris, venant de Meaux.

— La rentrée des élèves de l'Ecole polytechnique, qui était fixée au 15 avril, vient d'être remise par le ministre de la guerre au 29 du même mois.

— Nous ne sommes pas au bout des scandales que les révélations nous promettent. On parle de la publication de la liste des personnes qui participaient aux générosités de la caisse Gérin. On sait que cette caisse est celle des fonds secrets, que M. Gérin tenait au ministère de l'intérieur sous le dernier gouvernement monarchique. Nous demanderons quelle utilité a cette publication? Est-ce bien sous notre régime de fraternité qu'il faut exercer des vengeances? Les révélations seront dirigées, cette fois, contre les amis de la royauté expulsée. Ne trouverait-on pas sur la même liste des noms plus retentissants aujourd'hui? Il faut la publier tout entière ou s'abstenir.

— Le *National* semble demander de nouvelles mesures pour accroître le pouvoir des commissaires extraordinaires dans les départements; voici ce qu'on lit dans son numéro d'aujourd'hui :

« Des manifestations contre-révolutionnaires, analogues à celles qu'on a eu à déplorer à Besançon, à Bordeaux, à Périgueux et à Bourg, ont eu lieu à Valence (Drôme) contre les commissaires envoyés par le Gouvernement provisoire, qui se sont vus obligés de renoncer à l'accomplissement de leurs fonctions. »

« Ces désordres sont très-regrettables, et indiquent que dans certains départements il est nécessaire de fortifier le respect qui est dû aux envoyés de l'autorité centrale. »

— Le club de la Révolution, présidé par le citoyen Barbès, a, dans sa dernière séance, émis les vœux suivants :

« Le Gouvernement provisoire va être invité par le comité du club :

1<sup>o</sup> A s'emparer de la Banque de France, qui ne peut rendre, en l'état actuel des choses, les services qu'il faut exiger d'elle ;

2<sup>o</sup> A s'emparer des compagnies d'assurances, et, à ce sujet, deux ordonnances prorogatives de privilèges, insérées hier au *Moniteur*, et émanant du citoyen ministre de l'agriculture et du commerce, ont excité d'énergiques protestations ;

3<sup>o</sup> A s'emparer de tous les chemins de fer ;

4<sup>o</sup> A s'emparer des mines et salines ;

5<sup>o</sup> Et de tous les canaux.

« Le gouvernement sera aussi invité à créer immédiatement un papier monnaie, à petits coupons, comme cela a lieu en Allemagne, en Angleterre et en Russie; ce papier sera garanti par le riche domaine de l'Etat, qui vaut deux milliards et demi. »

— Les arbres de la liberté se multiplient à Paris. Hier encore, des arbres ont été plantés sur le boulevard, à l'entrée de la rue du faubourg Montmartre. Les sages prescriptions de l'autorité ont été respectées : on n'a entendu ni pétard, ni coup de fusil. Peut-être serait-il à désirer qu'on rétablît ainsi la belle avenue des boulevards, détruite en 1830 et en février dernier pour le besoin des barricades.

— L'ordre tend à se rétablir, heureusement. Ce matin, des escouades d'ouvriers ont paisiblement traversé Paris, se rendant aux ateliers nationaux. Ils étaient précédés de bannières tricolores sur lesquelles on lisait : *Les travailleurs*. Chacun d'eux portait ses outils.

— On sait que l'ancienne prison pour dettes de la rue de Clichy est transformée en ateliers nationaux pour les tailleurs. Cinq à six cents ouvriers y travaillent tous les jours. Ils sont en ce moment occupés à confectionner l'uniforme de la garde nationale mobile. Ce matin, plusieurs compagnies de cette garde envahissaient les cours de l'établissement; les hommes venaient prendre mesure de la tunique et du pantalon qu'on doit fournir à chacun d'eux. Nous avons vu avec plaisir la masse des ouvriers à leurs postes, quoique ce fût aujourd'hui lundi. Le travail se fait avec la plus grande activité.

Le même établissement confie, en outre, des façons de tuniques et de pantalons aux ouvriers et ouvrières qui travaillent chez eux. On leur demande des certificats qui attestent leur moralité, car il paraît que des abus fâcheux ont été commis par des gens en qui on avait mis une confiance qu'ils ne méritaient pas : plusieurs pièces d'étoffes auraient été soustraites, on des pantalons donnés à faire n'auraient pas été rendus. La précaution que l'on prend maintenant empêchera le renouvellement de ces pertes.

— Une fête nationale, doit être célébrée à Colmar le 30 avril. Toutes les communes du département et des députations des départements limitrophes et des pays voisins, le duché de Bade et la Suisse, seront conviées à y participer.

— Des événements d'une assez haute gravité ont eu lieu à St-Cyprien; une partie de la population a sommé le curé d'aller se retirer. M. l'abbé Picon, qui a été l'objet de cette manifestation, a cru devoir s'éloigner momentanément pour éviter une collision inévitable entre ses amis et ses adversaires. Les commissaires de la Dordogne ont ordonné une enquête.

— On écrit de Toulouse que Léotade, l'assassin de la jeune Cécile Combettes, s'est pourvu en cassation contre l'arrêt qui le condamne aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition publique. Léotade est fort abattu dans sa prison. La communauté des frères est consternée. On regarde comme probable la condamnation de l'établissement aux 50,000 fr. de dommages-intérêts réclamés par la partie civile. Le frère Philippe doit se rendre de Paris à Toulouse pour cette affaire. Il veut lutter contre la solidarité demandée à son égard.

— Hier dimanche, vers six heures, place de la Bastille, la foule se pressait devant le corps inanimé et meurtri d'un homme d'une quarantaine d'années qui venait de se précipiter, selon les uns, et se laisser choir, selon les autres, du haut de la colonne de Juillet. Ce qui avait fait accrédiiter cette dernière version, c'est le témoignage des habitants du quartier et de quelques promeneurs qui affirmaient avoir vu tomber cet homme au moment où, s'étant hissé sur la galerie du faite, il cherchait à enlever violemment le drapeau tricolore qui flotte sur notre colonne de la Liberté!

— Hier au soir, rue de Clichy, un homme criait : *Vive le roi ! Vive Henri V !* Quelques ouvriers voulaient l'arrêter. « Non, dit l'un d'eux, ce malheureux est ivre ou fou. » — En effet, on a reconnu que c'était un ancien palefrenier de Charles X, frappé de démence en 1830, guéri peu de temps après, et dont les événements de février ont de nouveau troublé la tête. L'ouvrier qui lui avait déjà parlé l'a recommandé à la pitié de ses camarades; quelques sous lui ont été donnés, et il a poursuivi sa marche en criant : *Vive la République !*

— Demain mardi 11, un service funèbre en l'honneur des martyrs espagnols morts pour la cause de la liberté, aura lieu à dix heures et demie du matin, à l'église de la Madeleine. A la suite de la cérémonie religieuse, une allocution funèbre sera faite par un orateur du clergé de Paris, dans la salle Bonne-Nouvelle, où se rendront en ordre les assistants.

— Les ouvriers occupés à la construction de la salle provisoire des séances de l'Assemblée nationale poursuivent, jour et nuit, leurs travaux avec la plus grande activité. Déjà la presque totalité des travées sont construites, et les deux amphithéâtres disposés; l'estrade du président est à peu près établie, ainsi que les grandes tribunes qui devront recevoir le public.

#### EXEMPLES A SUIVRE.

Les citoyens Ducoux, commissaire délégué dans le département de Loir-et-Cher; Hubert, secrétaire-général de la préfecture; Aucher et Roux, conseillers, ont déclaré au Gouvernement provisoire n'accepter les émoluments attachés à leurs fonctions que pour les verser dans la caisse municipale de la ville de Blois et les employer au soulagement des travailleurs sans ouvrage.

— Le citoyen Roiseau, sous-commissaire à Vendôme, a renoncé également à ses appointements.

— Les ouvriers et employés de l'imprimerie centrale des chemins de fer, rue Bergère, n° 8, se sont rendus cette après-midi en corps et drapeau en tête auprès de MM. les membres de la commission des dons patriotiques, pour déposer en leurs mains le produit d'une souscription faite dans leurs ateliers et s'élevant à 400 francs.

Le Rédacteur en chef : LEFLOCH.

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER, DE NAPOLEON CHAIX ET C<sup>ie</sup>.